



APC : la scène canadienne

Conférence des petits pays

La 24^e Conférence des petits pays de l'Association parlementaire du Commonwealth (APC) s'est tenue à Québec les 31 août et 1^{er} septembre.

L'ouverture officielle a eu lieu dans la salle du Conseil législatif de l'Assemblée nationale du Québec. **Mario Galea**, whip du gouvernement et chef de la délégation de Malte, a présidé la séance. Au nom des provinces et territoires canadiens hôtes de la conférence, le président de l'Assemblée législative du Yukon, **Ted Staffen**, a accueilli les délégués. Plusieurs membres du Comité exécutif de l'APC ont participé à l'ouverture par vidéoconférence, car ils tenaient une réunion à Ottawa au même moment.

Arabella Smith, des îles Turks et Caicos, a présidé la première séance plénière, qui a porté sur le rôle du Parlement dans l'intégration économique régionale des petits pays. **Elma Gene Isaac**, du Secrétariat de la Communauté des Caraïbes, y a fait une présentation.

La deuxième séance plénière, présidée par **Reginald Farley** de la Barbade, a traité du rôle des parlementaires dans l'application du Programme d'action de la Barbade sur le développement durable des petits États insulaires en développement. Le professeur **Lino Briguglio**, de l'Université de Malte, et **Eliawony Kisanga**, du Secrétariat du Commonwealth, ont présenté des exposés.

Jennifer Smith, députée aux Bermudes, a présidé la troisième séance plénière, au cours de laquelle **William McCloskey**, président du Comité des affaires fiscales de l'OCDE, a donné une conférence. Il a parlé du dialogue sur la souveraineté fiscale et financière entre l'OCDE et les places extraterritoriales. **Linford Pierson**, député à l'Assemblée législative des îles Caïmans, et **Andreas Antoniou**, du Secrétariat du Commonwealth, ont aussi fait des présentations.

La dernière séance plénière, présidée par **Elizabeth Zabaneh**, du Belize, a examiné la possibilité de faire rendre des comptes à l'exécutif. Le connétable **Frederick Gray**, de Jersey, a prononcé une conférence.

Outre les séances plénières, les délégués ont pu participer à l'un des trois ateliers suivants : la vulnérabilité et la vigueur économiques des petits États, présidé par **Denis Burke**, député à l'Assemblée législative du Territoire du Nord en Australie, le commerce et les petits États, présidé par **Leota-Suatele Mausegi**, députée à l'Assemblée législative du Samoa, et les ressources touristiques durables, présidé par **John Birmingham**, membre du conseil législatif des îles Malouines.

Depuis sa création en 1981, la Conférence des petits pays offre un lieu de discussion unique où les autorités législatives du Commonwealth qui administrent une population inférieure à 400 000 habitants

peuvent parler des enjeux mondiaux qui sont importants pour elles. Les présidents des quatre provinces et territoires canadiens participants, **Greg Deighan**, de l'Île-du-Prince-Édouard, **Jobie Nutaraq**, du Nunavut, **Ted Staffen**, du Yukon et **Paul Delorey**, des Territoires du Nord-Ouest, ont donné une réception et un dîner en l'honneur de la centaine de délégués et d'observateurs.

Nouveau président pour les Territoires du Nord-Ouest

Le 1^{er} juin 2004, **Paul Delorey** est devenu président de l'Assemblée législative des Territoires du



L'hon. Paul Delorey

Nord-Ouest. Le 6 décembre 1999, il a fait son entrée à la 14^e Assemblée législative à titre de député de Hay River Nord. M. Delorey a été élu une

deuxième fois à l'automne 2003 et siège à la 15^e Assemblée législative depuis ce temps.

Pendant son mandat à la 14^e Assemblée législative, M. Delorey a siégé aux comités permanents suivants : Gouvernance et développement économique, Règles et procédures, Responsabilisation et surveillance. Il a aussi occupé les fonctions de vice-président du Comité plénier. De plus, il a été membre du Comité restreint sur la mise en œuvre de l'autonomie gouvernementale et la clause d'extinction. Pendant son mandat actuel, M. Delorey a été président du Comité permanent sur la gouvernance et le développement économique et il a siégé au Comité permanent sur la responsabilisation et la surveillance de même qu'au Comité permanent des règles et procédures.

La 50^e Conférence parlementaire du Commonwealth

La cérémonie d'ouverture a eu lieu le 3 septembre 2004 dans la salle de bal du Château Frontenac, à Québec. **Peter Milliken**, président de l'Association et président de la Chambre des communes, a lu un message de Sa Majesté la Reine et souhaité la bienvenue aux délégués, puis il a invité la gouverneure générale du Canada, **Adrienne Clarkson**, à prononcer un discours.

Claude Richmond, président de la région du Canada de l'Association parlementaire du Commonwealth et président de l'Assemblée législative de la Colombie-Britannique, a ensuite pris la parole. Le mot de la fin est revenu à **Ratu Epeli Nailatikau**, président de la Chambre des représentants des îles Fidji et vice-président de l'APC. D'autres personnes se sont exprimées, dont **Alvin Curling**, président de

l'Assemblée législative de l'Ontario, **Michel Bissonnet**, président de l'Assemblée nationale du Québec, **Sarmite Bulte**, secrétaire parlementaire de la ministre du Patrimoine canadien et présidente du réseau des femmes parlementaires du Commonwealth.

Le maître de cérémonie a été **Paul Bélisle**, secrétaire exécutif de la région du Canada. Lors de la cérémonie d'ouverture, la Maîtrise des petits chanteurs de Québec et la Musique du Royal 22^e Régiment ont offert des intermèdes musicaux

Les allocutions du secrétaire général de l'APC, **Denis Marshall**, et du secrétaire général du Commonwealth, **Donald Mckinnon**, ont ouvert la conférence le 4 septembre 2004 à Québec. La première séance plénière a porté sur le plan d'action du Commonwealth pour l'égalité des sexes. Le sénateur **John Hogg**, de l'Australie, le sénateur **David Smith**, du Canada, **Adi Teimuma Tuisawau Vuikab Ke pa**, députée aux îles Fidji, et **Thandi Modise**, députée à l'Assemblée législative de la province du Nord-Ouest, en Afrique du Sud, ont présenté des exposés. Le lendemain, tous les membres se sont rendus à Toronto, où la conférence a repris le 6 septembre.

À Toronto, le président Milliken a dirigé la séance plénière qui a porté sur les responsabilités et les droits des citoyens et des parlements dans la communauté mondiale. Les conférenciers ont été **Scott Hubli**, du National Democratic Institute, **Serguei Lazarev**, de l'UNESCO et **Rick Staphenhurst**, de l'Institut de la Banque mondiale, en avant-midi, et le sénateur **Marcus Bethal**, des Bahamas, **Somnath Chatterjee**, député en Inde, et **Yatiman Yusof**, de Singapour, en après-midi.

Chaque conférencier a, par la suite, agité à titre de modérateur pour les ateliers relatifs à des sujets connexes, qui ont été animés par :

- A) **Robert Miller**, du Centre parlementaire, et **Betty Mould-Iddrisu**, du Secrétariat du Commonwealth;
- B) **Sarmite Bulte**, députée au Canada, et **Shri K. Rahman Khan**, député en Inde;
- C) **Colin Ball**, de la Fondation du Commonwealth, et **Thomas Dorsey**, du Fonds monétaire international;
- D) **Alaso Alice Asianut**, députée en Ouganda, et **Nigel Evans**, député au Royaume-Uni;
- E) **Rick Staphenhurst**, de l'Institut de la Banque mondiale, et **Charmaine Rodrigues**, de la Commonwealth Human Rights Initiative;
- F) La sénatrice **Raynell Andreychuk**, du Canada, et **Dianne Yates**, de la Nouvelle-Zélande.

La 50^e Conférence s'est avérée l'une des plus courues. En effet, plus de 600 délégués, observateurs et accompagnateurs de plus de 170 autorités législatives y ont assisté. Suivant la tradition, les délégués ont eu de nombreuses occasions de mieux connaître le pays hôte. Lors de leur séjour à Québec, ils ont pu visiter la région de Charlevoix avant la conférence. Après l'ouverture officielle, la gouverneure générale a offert le déjeuner à la Citadelle. Les délégués ont aussi eu la possibilité de visiter la région du Niagara après la conférence.

L'organisation d'une activité aussi importante a exigé des efforts concertés de la part du Secrétariat à Londres et d'une centaine d'employés de soutien canadiens, provenant principalement des corps législatifs du Québec, de l'Ontario et du Canada, sans oublier l'aide apportée par

l'ensemble des provinces et des territoires. Les années de planification et de coordination ont assuré le succès de cette conférence, qui demeure inoubliable pour tous les participants.

Réseau des femmes parlementaires du Commonwealth

Le Comité directeur des femmes parlementaires du Commonwealth a tenu une réunion le 1er septembre 2004. Après plusieurs années de travail du Réseau, la constitution de l'APC a été modifiée pour

permettre aux femmes parlementaires du Commonwealth d'élire une représentante qui siègera au Comité exécutif. Mme **Lindiwe Maseko**, députée de l'Afrique du Sud, est la première à occuper ce poste.